

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, dans Ouest- France du 29 février 1988, sur la dissuasion nucléaire et la position des Etats-Unis face à la sécurité européenne.

QUESTION.- Vous avez écrit que le but de la dissuasion nucléaire était d'empêcher une guerre et non pas de la gagner. La question de la crédibilité est par conséquent primordiale. Après Reykjavik et l'accord sur la destruction des armes à moyenne portée en Europe, beaucoup pensent que la crédibilité de la dissuasion américaine a été amoindrie.

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas à Reykjavik qu'elle a été amoindrie mais lors de la définition, il y a déjà vingt-six ans, et de l'adoption par l'OTAN, il y a vingt-et-un ans, de la stratégie dite de "riposte graduée" dont le contenu n'est plus exactement conforme à la théorie de la dissuasion. Quant au désarmement, il est complémentaire de la dissuasion. La dissuasion est faite pour empêcher la guerre et le désarmement a pour objet de réduire les risques de la guerre. Tout cela est convergent.

QUESTION.- En Allemagne occidentale, actuellement, beaucoup plaident pour la "troisième option zéro", l'élimination des armes nucléaires à courte portée. Les Etats-Unis en veulent, au contraire, la modernisation.

- LE PRESIDENT.- J'ai cru comprendre qu'il y avait un certain accord entre le Président américain et le Chancelier allemand pour éviter de poser cette question en termes antagonistes.

- QUESTION.- L'Allemagne de l'Ouest est un petit peu inquiète de ce qu'elle estime être sa singularité.

- LE PRESIDENT.- L'Allemagne supporte mal d'être un territoire bourré d'explosifs nucléaires et la première cible probable d'une guerre nucléaire rapprochée. On peut et on doit la comprendre. Il est vrai que la plupart des armes nucléaires à très courte portée, là où elles sont aujourd'hui implantées, ne peuvent atteindre des objectifs réels au-delà des limites territoriales de l'Allemagne. Les Allemands ne doivent pas oublier non plus que leurs alliés sont eux-mêmes à la portée des armes nucléaires stratégiques. Tout se tient. L'urgence, pour la sécurité de l'Europe, est de négocier l'équilibre des forces conventionnelles.

- QUESTION.- N'y a-t-il pas plutôt urgence du côté occidental à moderniser les armes nucléaires à très courte portée ?

- LE PRESIDENT.- Non. Alors que pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale les deux blocs s'engagent dans un processus de désarmement, il serait paradoxal et inopportun de surarmer. Recherchons l'équilibre au plus bas niveau possible.

- QUESTION.- Pensez-vous qu'un accord sur la limitation des armes conventionnelles en Europe devrait intervenir en même temps qu'un accord sur la réduction des arsenaux stratégiques des deux super-grands ?

- LE PRESIDENT.- La réduction de 50 % des armes stratégiques serait une excellente chose. L'équilibre des forces conventionnelles en Europe aussi. Les deux négociations peuvent n'être pas liées. L'essentiel est qu'elles aboutissent.

- QUESTION.- Certains aux Etats-Unis, partisans de la riposte graduée rejettent comme intenable l'idée d'avoir à échanger la destruction de Washington ou de New-York contre celle de Berlin.

- LE PRESIDENT.- On pourrait très bien comprendre que les Etats-Unis d'Amérique ne veuillent pas supporter les conséquences d'une guerre nucléaire sur leur sol. Mais ne parlons plus alors de

pas supporter les conséquences d'une guerre nucléaire sur leur continent mais ne parviennent pas à la dissuasion. La dissuasion n'est effective que si aucun des deux camps n'ose déclencher une guerre parce qu'il en redoute les conséquences pour lui-même. S'il ne les redoute pas, la guerre devient possible. Chacun spécule sur le degré de flexibilité à partir duquel une guerre nucléaire pourra se déclencher. La stratégie, comme en 1914 - 18, comme en 1939 - 45, ne sera plus alors qu'une stratégie de champ de bataille, ce qui me paraît catastrophique.\

QUESTION.- 340000 soldats américains en Europe, c'est le symbole de l'engagement des Etats-Unis. Mais cela coûte cher. Comment l'Amérique pourrait-elle réduire ses troupes en Europe sans faire douter de son engagement sur le plan de la dissuasion nucléaire ?

- LE PRESIDENT.- Je ne mésestime pas du tout l'effort américain : en armement, en hommes, en argent. Cet effort est certainement très lourd, et cela les Européens ne doivent pas l'oublier. Mais la présence américaine, avec ses 340000 soldats, se veut un élément de dissuasion dans le cadre d'une stratégie qui n'est plus réellement dissuasive. C'est assez illogique. Il n'en reste pas moins que cette présence est déterminante pour que nul ne puisse escompter un découplage entre les USA et leurs alliés occidentaux...

- QUESTION.- Vous avez été à peu près le seul parmi les dirigeants européens à ne pas parler des risques de ce découplage lors de la négociation sur la destruction des armes à moyenne portée.

- LE PRESIDENT.- Je ne considère pas en effet qu'il y ait eu découplage entre les Etats-Unis et l'Europe avec l'accord de Washington. Mais la stratégie de riposte graduée crée une incertitude qui pourrait y conduire.

- Le problème qui se pose aux Etats-Unis à l'égard de l'Europe est un problème politique majeur, mais simple. Ou bien ils considèrent que l'Europe demeure un élément indispensable de leur propre sécurité, que l'Europe représente un facteur nécessaire à l'équilibre du monde et à ses valeurs historiques, ou bien ils ne le considèrent plus. Ou bien les Etats-Unis considèrent qu'ils ont un rôle planétaire ou ils ne le veulent plus. Le choix leur appartient. Je continue de croire à leur solidarité, mais je préfère m'exprimer franchement.

- QUESTION.- Le gouvernement américain a, à de nombreuses reprises, réaffirmé son engagement vis-à-vis de la sécurité et la défense de l'Europe. Mais beaucoup d'Européens ne sont pas tellement convaincus de la solidarité de cet engagement.

- LE PRESIDENT.- Cette incertitude disparaîtrait si tout agresseur potentiel se savait clairement et immédiatement exposé. C'est cela la dissuasion.

- QUESTION.- Que peut faire l'Amérique pour rassurer les Allemands de l'Ouest ?

- LE PRESIDENT.- Veiller en tous domaines à l'équilibre des forces et tout faire pour éviter que le sol allemand ne soit le théâtre d'une nouvelle guerre, ce que la dissuasion a précisément pour objet d'interdire.\

QUESTION.- Jusqu'où peut aller la coopération militaire franco-allemande, la France est-elle prête à défendre l'Allemagne dans toutes les conditions ?

- LE PRESIDENT.- J'ai décidé avec le Chancelier Kohl de donner vie aux clauses militaires restées en sommeil, du traité franco-allemand de 1963. Il s'agit, tout en respectant les situations différentes de la France et de la RFA au regard du commandement intégré et de l'arme nucléaire, de rendre nos défenses, nos forces militaires, nos armements, aussi complémentaires que possible. Défendre l'Allemagne n'est pas un devoir propre à la France, mais à l'Alliance entière. Que deux pays européens, voisins et amis, liés par plusieurs traités, veuillent au surplus coopérer intensément, ne peut qu'être utile à tous leurs partenaires. Qu'apparaisse aussi sous cette démarche l'embryon d'une défense européenne me convient. Il faut bien que certains pressent le pas et montrent le chemin.

- QUESTION.- Voyez-vous une possibilité pour l'Europe de développer une politique commune de défense sans restructuration de l'Alliance ? Sont-ce là des idées que vous apporterez à Bruxelles ?

- LE PRESIDENT.- Je le répète. Ces idées n'auront pas de traduction immédiate. Mais je les porte avec moi où que j'aie.

- QUESTION.- Comment en sortir ?

- LE PRESIDENT.- Il faudra du temps. L'Europe vit encore sous le partage d'influence de 1945. Ce qui domine, ce sont deux blocs qui coupent l'Europe en morceaux. On ne va pas passer, comme cela, par miracle, de cette situation à celle d'une Europe maîtresse de son destin. On ne va pas non plus prendre le risque d'accroître les tensions. On devra, enfin, tenir compte des obligations particulières de pays comme l'Allemagne et des orientations, des statuts différents, de pays comme la France et l'Angleterre, la Grèce ou l'Irlande. Cependant, si l'on a la sagesse d'avancer à pas comptés, on y arrivera.

- Voyez les progrès réalisés dans la relation militaire entre la RFA et la France. Et le moyen très intéressant que nous offre l'Union de l'Europe Occidentale (UEO) qui devrait s'ouvrir à d'autres partenaires.\